

LES MESURES DE SÉCURITÉ À BRUXELLES

Des écoles sous très haute SURVEILLANCE

▶ Malgré la menace terroriste maximale, les écoles de la capitale rouvrent leurs portes. Des dispositifs exceptionnels sont prévus

▶ Depuis samedi dernier, Bruxelles est totalement paralysée par la menace terroriste, maintenue à son niveau 4 en raison d'un "risque imminent d'attentat". Ce niveau maximal sera en vigueur jusqu'à lundi prochain, mais le Conseil national de sécurité a malgré tout décidé, lundi soir, de rouvrir toutes les écoles. De quoi susciter l'inquiétude des enfants et de leurs parents ?

"Les écoles ne sont pas répertoriées comme cibles potentielles par l'Organe de coordination et d'analyse de la menace (Ocam). Leur fermeture était une mesure de précaution pour trouver le temps d'assurer la sécurité au moment de l'arrivée et du départ des élèves", tente de rassurer le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort (PS).

L'AMBIANCE sera particulière ce mercredi dans les établissements scolaires. Sur l'ensemble de la Région bruxelloise, 300 policiers viendront en renfort des zones de polices locales (voir ci-dessous) et de nombreuses mesures de sécurité ont été décidées par les 19 communes. Par exemple, aucun adulte, à l'exception des membres du corps enseignant et du service pédagogique, n'est autorisé à entrer dans les écoles tandis que

l'ensemble des excursions et des activités en extérieur (piscine, visites...) sont annulées.

Certaines mesures prises varient cependant d'un établissement à l'autre. Par exemple, la commune de Woluwe-Saint-Pierre demande à tous ses établissements de prévoir un ou plusieurs endroits où l'on puisse se mettre en sécurité et se protéger en attendant l'arrivée des services de secours.

Par ailleurs, les écoles de la commune doivent veiller à ce que les couloirs et espaces publics soient vides ou bien rangés pour qu'un objet abandonné puisse rapidement être repéré.

En cas d'alerte, la commune de Saint-Gilles conseille aux établissements scolaires de ne pas effectuer d'évacuation précipitée, mais de fermer les locaux et de faire en sorte que les élèves se cachent sous les bureaux en attendant de l'arrivée des forces de l'ordre.

À Evere, les horaires de sorties des classes sont réorganisés en salves pour éviter de trop grands rassemblements aux abords des écoles. À Schaerbeek, ce mercredi après midi, les parents devront venir chercher leurs en-

fants à la garderie à des heures bien définies (14h, 16h ou 18h) afin de limiter les flux d'entrées et de sorties. Toutes les crèches et garderies bruxelloises seront normalement ouvertes, même si certaines fermeront leurs portes plus tôt que d'habitude.

LES UNIVERSITÉS bruxelloises vont également rouvrir mais avec des mesures de sécurité drastiques. "Nous avons reçu la garantie que la périphérie du campus va être surveillée, et les cours peuvent donc reprendre. De plus, nos agents de sécurité effectueront des patrouilles un peu partout", explique Nicolas Dassonville, porte-parole de l'ULB. "Nous avons besoin d'une série de renforts policiers pour nous aider à sécuriser le campus car c'est encore plus complexe qu'un établissement scolaire avec une seule entrée", ajoute-t-il. L'ULB conseille à ses étudiants de porter leur carte d'étudiant de manière visible afin que les patrouilles puissent contrôler d'éventuels intrus.

Du côté de l'Ihecs, la haute école de communication dans le centre-ville, un contrôle de cartes d'étudiant est effectué à l'entrée de l'établissement et "aucun rassemblement ne doit se former à la sortie des cours ou sur la voie publique". Enfin, la direction précise que les sacs ne seront pas admis à l'intérieur.

Arnaud Farr

La dernière HUMEUR

Il y a encore peu de temps, les proches de Belliraj ou d'Ali Aarrass, détenus au Maroc pour terrorisme, alertaient l'opinion belge sur les mauvais traitements dont ces deux hommes étaient victimes dans leur pays d'origine.

**LA POLICE MAROCAINE
EST DEVENUE**

FREQUENTABLE

Curieusement, depuis les attentats de Paris et le niveau d'alerte 4 à Bruxelles, les protestations contre le régime marocain ont baissé d'un ton. Au contraire, le roi Philippe a demandé à son homologue Mohammed VI une coopération accrue avec la Belgique sur le plan de la sécurité. Il est vrai que les autorités marocaines semblent très efficaces dans la récolte de renseignements. C'est grâce à une information

venue du Maroc, où le frère d'Abaaoud est détenu, que la France a débusqué le terroriste à Saint-Denis.

Un ressortissant marocain établi en Belgique regrettait ce jour-là qu'Abaaoud n'ait pas été pris vivant pour l'interroger. Quand on objectait qu'il n'aurait sans doute rien dit, comme la plupart des djihadistes capturés en France et en Belgique, il répondit : "Au Maroc, la police l'aurait rapidement fait parler !" Avec sans doute d'autres méthodes.

PAR GÉRY DE MAET

La moitié des stations de métro ouvertes

BRUXELLES Fermé depuis samedi dernier, le métro fonctionne à nouveau en partie ce mercredi jusqu'à 22 h. En effet, 35 stations sur les 69 que compte le réseau sont accessibles aux voyageurs. La ligne 1 est opérationnelle sur le tronçon compris entre Gare de l'Ouest et Montgomery tandis que la ligne 2 circule sur le tronçon compris entre les stations Simonis et Elisabeth. Concernant le pré-métro, l'axe Nord-Albert sera exploité du début à fin des horaires de service classique, à l'exception des stations Bourse, Anneessens et Lemonnier qui resteront fermées aux voyageurs. La moyenne ceinture sera exploitée, quant à elle, à partir du Heysel. Cette réouverture partielle du

métro a été décidée par le gouvernement bruxellois et la Stib avec l'accord du centre de crise. Quelque 200 policiers fédéraux supplémentaires sont affectés à la sécurisation du réseau ouvert à la population.

EN CE QUI CONCERNE la mobilité à Bruxelles, les taxis sont fortement sollicités depuis quelques jours. Chez Taxis Verts, la plus grande compagnie de la capitale, on estime que la demande a triplé par rapport à la normale. Comme les délais d'attente sont plus élevés que d'habitude, la société a mobilisé davantage de personnel et mis en place un système de priorités. "Les demandes émanant de personnes à mobilité réduite ou de gens devant se rendre à l'hôpital sont traitées avant les autres", précise Jean-Michel Courtoy, administrateur-délégué des Taxis Verts.

Pa. D.

Pas de policiers en faction devant chaque école

▣ Les patrouilles mobiles seront intensifiées ce mercredi, notamment grâce à la mobilisation de 300 policiers fédéraux

► Les 19 bourgmestres de la Région bruxelloise avaient exigé de l'aide du fédéral pour surveiller les 745 sites scolaires censés rouvrir leurs portes ce mercredi. Le gouvernement Michel a répondu à cette demande en mobilisant 300 policiers pour la protection des écoles bruxelloises, et ce dès aujourd'hui.

Outre ce renfort du fédéral, un ef-

fort sera effectué par les zones de police locales pour renforcer la présence de policiers sur le terrain. Par exemple, 160 personnes supplémentaires patrouilleront ce mercredi sur le territoire de la zone Nord (Èvere, Saint-Josse, Schaerbeek) parmi lesquelles 40 policiers fédéraux et 23 militaires. Dans cette zone, on passe donc de 45 agents à un total de 205, soit plus du quadruple. Une telle intensification des patrouilles est également prévue dans les cinq autres zones de police de la Région bruxelloise.

POUR AUTANT, les policiers ne resteront pas en faction devant chaque établissement scolaire. Ce manque de visibilité directe des forces de l'ordre angosse d'ailleurs certains parents d'élèves qui sont demandeurs d'une présence policière permanente devant l'école de leurs bambins. Même s'il n'est pas toujours simple de l'ex-

pliquer aux parents, le recours à des patrouilles mobiles serait pourtant plus efficace, explique-t-on du côté de la commune de Schaerbeek.

"Les zones sont divisées en secteurs de patrouille au sein desquels sont identifiés les points sensibles, parmi lesquels figurent les écoles qui sont une priorité. Ces secteurs seront saturés de patrouilles en mouvement, ce qui est plus utile que d'avoir des policiers en faction qui sont dans l'attente plutôt que dans la prévention. S'il devait se passer quoi que ce soit, il y a un nombre très important de policiers prêts à intervenir dans le secteur. C'est la solution la plus sécuritaire", fait valoir le chef de cabinet du bourgmestre de Schaerbeek Bernard Clerfayt (DéFi).

Dans la plupart des communes, des gardiens de la paix seront présents en permanence devant les établissements scolaires.

Pa. D.

“L'ÉCOLE NE DOIT PAS se transformer en bunker”

▣ Certains directeurs craignent que le trop-plein de sécurité nuise à la relation entre l'école et les parents

► Les écoles de la Région bruxelloise ont rouvert leurs portes ce matin. Pour faire face à la menace terroriste, toujours bien présente, la sécurité y sera renforcée, notamment par toute une série de mesures mises en place par les directions.

Parmi elles, le besoin de limiter au maximum l'accès des parents aux établissements. En pratique, des employés seront présents aux entrées et contrôleront chaque parent, chaque enfant. “Chez nous, les parents devront confier les élèves à un membre du personnel. Celui-ci l'amènera ensuite dans sa classe. Le soir, au moment de revenir les rechercher, les parents seront invités à quitter directement l'enceinte de l'école. Cela représente beaucoup de travail supplémentaire. Nous allons donc devoir compter sur la bonne volonté de nos employés pour assurer tout cela”, explique Marc François, directeur de l'école Saint-Michel, à Jette, qui accueille près de 900 élèves.

MAIS CETTE SITUATION inquiète le directeur. “Les parents sont habitués à pouvoir se déplacer librement dans l'école. Cela leur permet aussi de ren-

contrer les enseignants et de nouer contact avec eux. Toutes ces mesures risquent donc de couper le lien qui existe entre les différents acteurs de l'école. Cela n'est pas une bonne chose. De plus, l'école ne doit pas se transformer en bunker, et si des terroristes veulent vraiment entrer, ils y arriveront”, s'inquiète M. François.

Au niveau des écoles secondaires, la situation sera un peu différente. Les parents rentrent en effet rarement dans les établissements. Le plus difficile sera donc de réussir à canaliser le flot des élèves. “Ils ont l'habitude, au début ou à la fin des cours, de se réunir tous devant les portes de l'établissement. À partir de mercredi, cela ne sera plus possible. Des éducateurs seront sur place et leur demanderont de rentrer directement dans les locaux”, note Réginald Maessen, directeur du centre d'enseignement Ernest Richard, à Etterbeek.

Reste à savoir combien de temps ces mesures seront d'application dans nos écoles. Selon certains directeurs, elles pourraient se prolonger au-delà de la durée de la menace terroriste.

R. D.

Les mesures conseillées pour chaque établissement

1. Renforcer le personnel à l'entrée de l'école au moment de l'entrée et de la sortie des classes.
2. Ne laisser entrer que les élèves et le personnel de l'école, donc aucun parent, frère, sœur, n'est autorisé à l'intérieur.
3. Annuler des rendez-vous avec des personnes extérieures à l'établissement.
4. Annuler les activités parascolaires et extrascolaires données par des personnes externes.
5. Annuler toutes les sorties (excursions, piscine, visites, etc.)
6. Annuler les occupations des locaux par des organismes externes.
7. Imposer aux élèves de ne pas quitter l'établissement sur le temps de midi.
8. Interdire l'accès aux cours de récréation visibles depuis la voie publique.
9. Une inspection préalable des bâtiments est préconisée pour détecter d'éventuelles déficiences.

“Les enfants, il faut d'abord les écouter”⁺

Ce matin, lorsque les enseignants passeront la porte de leur classe, ils seront confrontés à un problème de taille : comment expliquer aux plus jeunes la fermeture de l'école ?

Pour Héléne Lakama, enseignante en 2^e primaire dans une école située à proximité de la gare du Midi, il faut faire les choses dans le bon ordre. “D'abord, nous allons écouter les impressions des enfants. Il faut leur demander comment ils perçoivent toute cette situation”, explique-t-elle.

En ce qui concerne la présence d'hommes en armes devant les établissements, l'enseignante est d'avis que celle-

ci pourrait choquer les élèves. “Plutôt que de les rassurer, cela risque d'avoir l'effet contraire. Je vais donc tenter de leur expliquer que ces militaires ou policiers sont là avant tout pour nous protéger. Je soulignerai que le fait qu'ils soient là ne veut pas dire que nous sommes en danger, qu'il s'agit juste d'une précaution censée nous protéger.”

Pour faire face, certains enseignants demandent l'intervention de psychologues dans les écoles, une mesure qui n'a pas encore été évoquée par le ministre de l'Enseignement, Joëlle Milquet (cdH).

R. D.